Ouestions orales

M. Turner (Vancouver Quadra): ... et s'engager à ne pas céder encore devant les Américains sur d'autres questions pour assurer la poursuite de ces négociations? Peut-il nous donner cet engagement?

Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre): Monsieur le Président, nous venons tout juste de suspendre les négociations, et voilà le chef de l'opposition qui se demande comment nous allons les poursuivre.

Une voix: Qui est prêt à céder?

M. Mulroney: Il ne fait aucun doute que le gouvernement a essayé de conclure un accord commercial global avec les États-Unis et qu'il poursuit ses efforts en ce sens. Nous estimons que cette initiative est tout à fait dans l'intérêt national.

• (1420)

L'ambassadeur Reisman négocie à Washington. Il a fait rapport à la ministre du Commerce extérieur, au Cabinet et à moi-même de ses inquiétudes au sujet de certaines questions fondamentales sur lesquelles les Américains ne nous ont pas donné satisfaction. Pour le moment, les négociations sont suspendues. Je vais le rencontrer et je me ferai un plaisir de faire une déclaration plus complète en temps voulu.

ON DEMANDE UN DÉBAT D'URGENCE

Le très hon. John N. Turner (chef de l'opposition): Monsieur le Président, si les négociations sont suspendues, le premier ministre et son gouvernement ont perdu leur temps depuis trois ans. D'autre part, il a porté atteinte à notre crédibilité auprès des États-Unis et de tous les pays commerçants.

Des voix: Bravo!

M. Turner (Vancouver Quadra): Au cours de ces négociations, il a cédé au sujet du bois d'oeuvre, de l'édition, du prix des médicaments et de la politique du gouvernment à l'égard de l'investissement étranger.

Nous n'attendons pas un rapport qui ne viendra peut-être pas. Le premier ministre peut-il nous rencontrer ce soir, à la Chambre des communes, lors d'un débat d'urgence, pour faire le point et dire aux Canadiens quels sont les résultats de l'initiative désastreuse dans laquelle il a embarqué le gouvernement?

Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre): Monsieur le Président, tous les Canadiens s'étonneront de voir le chef de l'opposition s'inquiéter autant de ce que nos relations avec les États-Unis aient pu éventuellement souffrir alors qu'il a saboté tous les rapports possibles et imaginables que nous aurions pu avoir avec eux depuis deux ans. Le chef de l'opposition fait preuve d'une hypocrisie incroyable étant donné que les libéraux ont sapé tous les efforts que nous avons tentés pour créer des emplois au Canada. Il devrait avoir honte.

Il y a deux ans, j'ai énoncé à la Chambre des communes les paramètres de nos pourparlers commerciaux, les objectifs visés et la façon dont nous nous proposions de les atteindre. Je crois que tout cela était dans l'intérêt national. Nous pensions alors que le protectionnisme aurait les répercussions néfastes qu'il

est en train d'avoir et qu'un accord commercial global avec les États-Unis nous assurerait la protection voulue pour pouvoir créer des emplois au lieu d'en perdre à cause de ce genre d'activités économiques internationales pernicieuses. Voilà pourquoi nous avons eu la bonne idée et le courage de prendre des risques pour rendre le Canada plus fort au lieu de nous retrancher dans le protectionnisme que les libéraux n'ont cessé de préconiser à la Chambre des communes depuis deux ans et demi.

Des voix: Bravo!

L'ÉCHÉANCE DES NÉGOCIATIONS

L'hon. Lloyd Axworthy (Winnipeg—Fort Garry): Monsieur le Président, il est incroyable que le premier ministre continue de se ridiculiser en prenant des airs au moment où il a mis le pays en position si précaire et nous a rendus si vulnérables—

M. le Président: Lorsque les députés posent une question, je dois leur demander de limiter le plus possible leur préambule aux faits sur lesquels leur question est fondée et de ne pas se lancer dans des commentaires qui prêtent nettement à controverse. Le député voudra bien maintenant poser sa question.

M. Axworthy: Monsieur le Président, le premier ministre vient tout juste d'annoncer que les pourparlers ont été suspendus. Comme il le sait, l'échéance a été fixée au 5 octobre, soit dans moins de deux semaines. Puis-je conclure de sa déclaration que cette suspension des pourparlers signifie que nous ne respecterons pas l'échéance du 5 octobre et que les négociations accélérées avec les États-Unis sont définitivement compromises?

Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre): Non, monsieur le Président. J'ai déjà dit pourquoi les pourparlers ont été suspendus. Je viens de l'expliquer au chef de l'opposition. Lorsque l'ambassadeur Reisman sera de retour, il nous fournira des renseignements qui permettront de prendre d'autres décisions. J'ai donné les grandes lignes des négociations commerciales avec les États-Unis et il nous semble que la démarche correspond tout à fait à l'intérêt national et peut s'avérer très féconde sur le plan des emplois et des nouvelles perspectives.

• (1425)

Lorsque cette question a été soulevée pour la première fois à la Chambre il y a deux ans, le 26 septembre 1985, j'ai notamment déclaré ce qui suit:

Nous devons tous être conscients du fait que les négociations internationales sont compliquées et extrêmement exigeantes. Nous n'avons aucune garantie de succès . . .

Nous le savions. Nous savions également qu'il fallait faire preuve d'audace et proposer un projet pour ouvrir de nouvelles perspectives d'enrichississement et de prospérité pour l'économie canadienne. Nous avons fait savoir que nous ne signerions un accord que s'il correspondait à l'intérêt national et que nous ne nous engagerions jamais si cette condition n'était pas respectée.